

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Est-il temps de remettre les compteurs à zéro?

Lors d'un échange de points de vue sur le Programme de Doha pour le développement (PDD) au cours d'une table ronde sur la gouvernance mondiale qui s'est déroulée lors du Forum économique mondial de Davos, le président du Mexique, M. Felipe Calderón, a mis en garde que Doha risque de devenir rapidement une « blague éculée », un gag à répétition à utiliser lors de chaque sommet de haut niveau. Comme il l'a fait observer à juste titre, les dirigeants ont prétendu bien des fois qu'ils « soutiennent la conclusion du Cycle cette année » et pourtant, ils répètent la même phrase, mot pour mot, lors de chaque conférence suivante. Comme les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) donnent à penser que les perspectives économiques seront meilleures que prévu en 2010, et compte tenu de la volonté du président Obama de doubler les exportations américaines au cours des cinq prochaines années grâce à des initiatives commerciales, les membres seront-ils en mesure de conclure le PDD cette année, comme ils s'y sont engagés au Sommet du G-20 à Pittsburgh?

Bien que le président Obama eût cerné les « emplois » comme son principal point de mire en 2010 et l'eût relié à la nécessité pour les États-Unis de s'engager dans le PDD, entre autres initiatives commerciales, les observateurs craignaient au même moment que la bonne volonté du président américain de s'attaquer aux accords de libre-échange (ALE) en attente et au PDD ne soit d'abord et avant tout destinée à apaiser les Républicains et à inciter certains d'eux à voter pour la réforme des soins de santé. Ils soulignent le fait que cet appel débordait de conditions préalables – que les partenaires commerciaux acceptent de « jouer selon les règles » et augmentent le nouvel accès pour les producteurs américains – dont Ron Kirk est en quête depuis des mois, depuis qu'il a été nommé représentant au Commerce des États-Unis. Ceci étant dit, on ne tardera pas à savoir si cette analyse tient la route, selon l'empressement avec laquelle les ALE en attente, négociés sous le gouvernement Bush, seront adoptés par le Congrès américain; ceci, ainsi que la confirmation des nominations restantes des USTR, notamment celles de Micheal Punke et Islam Siddiqui. Une manoeuvre rapide pour compléter l'équipe du commerce américaine serait déjà considérée comme une bonne façon de donner un nouvel élan aux négociations.

Mini-ministérielle de Davos

Les pays clés de l'OMC¹ se sont rencontrés en marge du Forum économique mondial de cette année, à Davos, pour échanger des points de vue sur la position actuelle des membres à l'égard du PDD et sur ce qu'il s'impose de faire pour mener les pourparlers à bon terme. Comme prévu, la réunion de cette année était un événement discret, car certains ministres importants n'y assistaient pas¹. Au nombre des ministres dont l'absence était remarquée, on comptait celui des États-Unis, auquel de nombreux pays reprochent d'être responsable du rythme actuel des négociations, et qui a envoyé à sa place David Shark, représentant adjoint au Commerce des États-Unis à Genève; or celui-ci, selon le président de la Confédération Suisse, Doris Leuthard, n'a pas été autorisé à prendre la parole. « Si nous n'avons pas la participation du ministre, ou même de l'ambassadeur des États-Unis, cela ne nous donne bien entendu pas un signal favorable », a déclaré le ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie, M. Rachid Mohamed Rachid qui « ne pensait pas qu'il soit sorti grand-chose de cette conférence, malheureusement ».

En fait, avant la réunion de Davos, la délégation suisse avait diffusé un document de dix pages décrivant les questions qui restaient en souffrance dans chaque secteur des négociations et que les ministres devaient examiner afin de permettre aux présidents de produire des textes des projets révisés de modalités à temps pour la réunion consacrée au bilan de la fin mars. En agriculture, par exemple, le document sommaire suisse propose que les ministres s'attaquent à des questions ouvertes, notamment le coton, le nombre et le traitement des produits sensibles (PS), le plafonnement tarifaire pour les lignes de produits sensibles, la simplification des tarifs, la création de CT, le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), les produits tropicaux et l'érosion des préférences. Cependant, la proposition suisse a été accueillie froidement, car certains membres étaient d'avis qu'il s'agissait de sujets trop techniques pour des pourparlers ministériels d'une demi-journée.

¹ Australie, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Costa Rica, Égypte, Union européenne, Gabon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Corée, Malaisie, Maurice, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, Singapour, Afrique du Sud, Suisse, Thaïlande, dinde, États-Unis et Zambie.

² Parmi les 28 pays invités, seuls 16 étaient représentés au niveau ministériel, en l'occurrence l'Australie, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, l'Égypte, l'Union européenne, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, l'Afrique du Sud, la Suisse et la Thaïlande

Comme il n'y a pas eu de pourparlers techniques, les ministres ont répété leur « ferme » engagement à « éviter du protectionnisme à grande échelle » et à voir Doha arriver à bon terme. « L'ouverture des marchés est ce que les pays peuvent faire de mieux pour lutter contre la crise, pour mieux stabiliser leurs budgets et pour contribuer à la reprise de l'économie mondiale. Ceci amènera, dans la foulée, une création globale d'emploi. La conclusion du Cycle de Doha serait un effort multilatéral commun fort vers cette fin », ont affirmé avec insistance les ministres dans leur déclaration.

Cependant, c'est la façon d'y parvenir qui a retenu l'attention des observateurs. « Pour ma part, le message le plus fort de cette conférence est que la volonté politique est essentielle pour que l'on réalise des progrès », a déclaré le président suisse, M. Leuthard, qui présidait la réunion. Il a ajouté que les membres restent engagés à travailler sur la base de ce qui se trouve actuellement sur la table et qu'ils ont reconnu « que plus le temps passe, plus le risque de s'éloigner des résultats qui se trouvent sur la table augmente ».

À vrai dire, tous les membres ne sentent pas la même pression de revenir rapidement à la table des négociations. La crise économique, qui est mise en évidence par l'augmentation continue du taux de chômage, a empêché bon nombre de pays, notamment et avant tout les États-Unis, de s'engager dans les pourparlers depuis 2008.

Les chances que les États-Unis modifient leur approche à temps pour que la réunion consacrée au bilan de mars soit un événement important aboutissant à la conclusion du Cycle en 2010 sont très minces. Les États-Unis n'ont pas encore donné leur aval aux textes des projets de modalités de décembre 2008 comme base de négociations supplémentaires, et ont demandé aux pays en développement émergents de consentir un effort supplémentaire en matière d'accès aux marchés afin d'équilibrer ce qu'ils ont mis sur la table, particulièrement dans le secteur du soutien intérieur, c.-à-d. la réduction de l'ensemble de leurs soutiens intérieurs ayant un effet de distorsion des échanges à 14,5 milliards de dollars.

Compte tenu de ces obstacles, le ministre brésilien des Affaires étrangères, M. Celso Amorim, a proposé que l'OMC imite l'accord de Copenhague sur les changements climatiques en impliquant directement les chefs d'État des pays membres, afin qu'ils contribuent à conclure un accord partiel de Doha sur une liste restreinte d'enjeux clés, pour éviter un fiasco complet. « Nous avons un accord fondamental [sur les changements climatiques] auquel adhérerait un grand nombre de pays, parce qu'il y avait un courage politique et parce que les dirigeants se sont impliqués personnellement », a déclaré le diplomate brésilien.

Pour attrayante que soit cette idée, elle exigerait quand même que les hauts fonctionnaires réduisent les questions techniques restantes à un petit nombre gérable qui pourrait ensuite être présenté aux dirigeants, de rappeler le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy. Pour l'instant, les ministres ne peuvent qu'accepter la parole du président américain comme signe d'encouragement quand, le 27 janvier, dans son discours sur l'état de l'Union, il s'est engagé à doubler les exportations américaines au cours des cinq prochaines années grâce à des initiatives commerciales, parmi lesquelles le PDD.

Négoiations sur l'agriculture

Le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a enfin annoncé comment il a l'intention de procéder au cours des quelques prochaines semaines. Dans le message qu'il a expédié par télécopieur, le président déclarait qu'il tiendra plusieurs séances avec l'ensemble des membres, ainsi que des consultations avec de plus petits groupes pendant la quinzaine. Cependant, M. Walker a omis de mentionner quels sujets seraient traités en priorité lors des pourparlers en petits groupes, bien qu'il soit entendu qu'il suivra le plan énoncé dans son message qu'il a fait parvenir par télécopieur aux membres en décembre, et dans lequel il désignait le MSS, la simplification des tarifs et la création de contingents tarifaires comme les sujets qui seraient abordés pendant la première quinzaine. Le 28 janvier, le G-33 a présenté une proposition de 14 pages au sujet du mécanisme de sauvegarde spéciale, qui devrait être examinée par les membres le 5 février.

AMNA

Le président Luzius Wasescha a également diffusé son calendrier pour la semaine du 1^{er} au 5 février, au cours de laquelle les pourparlers se concentreront exclusivement sur les barrières non tarifaires (BNT), et seront assortis de propositions portant sur les industries automobile et électronique.

Prochains événements

- Consultations sur l'agriculture, 1^{er}-12 février, 1^{er}-12 mars 2010
- et Consultations sur l'AMNA, 1^{er}-5 février, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 15-19 février, 22-26 mars 2010
- Séance ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-12 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Réunion consacrée au bilan, dernière semaine de mars 2010
- Sommet du G-20, juin 2010

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254